

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/ACC/MOL/2/Add.2**

24 septembre 1996

(96-3766)

---

Original: anglais

## ACCESSION DE LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA

### Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur

#### Addendum

Le gouvernement de la Moldova a fourni les renseignements additionnels ci-après sur son régime de commerce extérieur.

---

#### Table des matières

	<u>Page</u>
1. Commerce de troc	2
1.1 Données statistiques sur le commerce de troc de la Moldova	2
1.2 Le commerce de troc parrainé par le gouvernement	2
2. Commerce intérieur des céréales: besoins de l'Etat, réserve stratégique et subvention sur le pain	6
3. Subventions à l'agriculture: WT/ACC/4	6
4. Le secteur de l'énergie	9
5. Balance des paiements mise à jour pour 1995	10

1. Commerce de troc1.1 Données statistiques sur le commerce de troc de la Moldova

Les tableaux ci-dessous donnent un aperçu du commerce de troc de la Moldova entre 1993 et 1995. Ils récapitulent le commerce de troc et les échanges de marchandises réglés en monnaies entièrement convertibles (DLC), mais pas les échanges de marchandises réglés en devises non convertibles.

Tableau 1Exportations f.a.b.

(Millions de dollars EU)

Année	Total	Troc	DLC	Troc %	DLC %
1993	443,238	164,852	79,182	37,2	17,9
1994	618,48	262,475	113,148	42,4	18,2
1995	740,64	188,837	307,98	25,4	43,7

Tableau 2Importations f.a.b.

(Millions de dollars EU)

Année	Total	Troc	DLC	Troc %	DLC %
1993	495,349	153,569	209,036	31,0	42,2
1994	672,37	142,126	168,0	21,1	24,9
1995	773,06	137,033	282,464	17,7	36,5

Les chiffres du commerce de troc pour les années 1993 et 1994 étant des estimations, ils n'ont pas été inclus dans la balance des paiements. Le chiffre pour 1995 remplace celui qui a été fourni dans le tableau de la balance des paiements de l'annexe 1 de l'Aide-mémoire. On trouvera une mise à jour de la balance des paiements de 1995 à la section 5.

1.2 Le commerce de troc parrainé par le gouvernement

Afin d'obtenir certains produits essentiels, notamment des ressources énergétiques, et d'économiser ses maigres réserves en devises, la Moldova pratique le commerce de troc avec d'autres pays de la CEI.

Le système fonctionne de la façon suivante. Tout d'abord, le gouvernement établit une liste des marchandises essentielles qui doivent être importées, et une liste des marchandises qui pourraient être exportées. Un accord-cadre précisant les marchandises et les quantités qui seront échangées est ensuite conclu avec un pays de la CEI. Enfin, les contrats commerciaux à proprement parler sont passés entre des entreprises de Moldova et des entreprises de ce pays. En principe, n'importe quelle entreprise moldove peut participer à ce programme. En 1994 et 1995, les entreprises ci-après ont conclu des contrats de troc de cette manière:

- Moldresurse
- Moldenergo
- Moldovagaz

- Tirex Petrol
- Arca Moldova
- Fertilitatea.

Le Ministère de la santé, le Ministère de l'emploi, de la protection sociale et de la famille ainsi que le Département des céréales du Ministère de l'agriculture, par l'intermédiaire de l'entité "Céréale", participent à ce programme.

Dans la mesure du possible, ces entreprises et institutions achètent les marchandises devant être exportées à des entreprises moldoves endettées auprès de l'Etat, qui sont tenues de fournir le type et la quantité de produits qui leur sont demandés. Les produits et quantités sont déterminés par un décret du gouvernement après consultation. Lorsque des entreprises qui ont une dette envers l'Etat ne peuvent pas fournir les marchandises demandées, ou pas en quantité suffisante, l'Etat achète ces produits dans les circuits commerciaux ordinaires. Les prix payés dans les deux cas sont ceux du marché. Les entreprises endettées ne reçoivent que des remises de dettes.

Les tableaux ci-après indiquent les produits et les quantités concernés pour 1994 et 1995:

Tableau 3

Volumes des ressources énergétiques et des marchandises importées, en 1994  
en vertu d'accords de troc parrainés par le gouvernement

Marchandises importées	Unité de mesure	Volume
Energie électrique	milliards de kWh	9,5
Energie thermique	millions de Hcal	4,5
Gaz naturel	milliards de m <sup>3</sup>	1,6
Céréales	milliers de tonnes	700
Sucre	milliers de tonnes	58
Médicaments	milliers de dollars EU	100

Tableau 4

Volumes des marchandises exportées en 1994, en vertu  
d'accords de troc parrainés par le gouvernement

Marchandises exportées	Unité de mesure	Volume
Viande et produits carnés	milliers de tonnes	33
Beurre	milliers de tonnes	6
Huile végétale	milliers de tonnes	17
Sucre	milliers de tonnes	7
Tabac fermenté	milliers de tonnes	26,7
Cigarettes	milliards de pièces	3,6
Champagne	milliers de dal	300
Cognac	milliers de dal	250
Vin (de raisin)	milliers de dal	8 000
Fruits et légumes en conserve	millions de pièces	600
Appareils de télévision en couleurs	milliers de pièces	50

Marchandises exportées	Unité de mesure	Volume
Machines à laver	milliers de pièces	22,5
Tapis	milliers de m <sup>2</sup>	1 100
Pompes	milliers de pièces	35
Meubles	milliers de dollars EU	3 000

Tableau 5

Volumes des ressources énergétiques et des marchandises importées en 1995,  
en vertu d'accords de troc parrainés par le gouvernement

Marchandises importées	Unité de mesure	Volume
Gaz naturel	millions de m <sup>3</sup>	2 800
Mazout	milliers de tonnes	575
Houille	milliers de tonnes	2 000
Médicaments	milliers de lei	300
Matériel médical	milliers de lei	10

Tableau 6

Volumes des marchandises exportées en 1995, en vertu d'accords de troc  
parrainés par le gouvernement

Marchandises exportées	Unité de mesure	Volume
Viande et produits carnés	milliers de tonnes	13
Beurre	milliers de tonnes	1,7
Huile végétale	milliers de tonnes	15,2
Sucre	milliers de tonnes	19,0
Maïs de semence	milliers de tonnes	4,0
Pectine	tonnes	12,3
Tabac fermenté	milliers de tonnes	23,7
Cigarettes	millions de pièces	500,8
Acide citrique	tonnes	502
Vin destiné à la fabrication du champagne	milliers de dal	3 940
Vin brut	milliers de dal	6 000
Vin (de raisin)	milliers de dal	540
Champagne	milliers de dal	115
Cognac	milliers de dal	65
Boissons fortes du pays	milliers de dal	74
Vodka	milliers de dal	5
Fruits et légumes en conserve	millions de pièces	194
Fruits secs	tonnes	300
Confiserie - Pâtisserie	tonnes	100

Marchandises exportées	Unité de mesure	Volume
Huiles essentielles	tonnes	22
Bouteilles de cognac 0,5 litre	milliers de pièces	3 000
Canettes en verre 0,35 litre	milliers de pièces	3 800
Fer laminé	milliers de tonnes	125
Accessoires	tonnes	252,4
Installations frigorifiques	unités	65
Remorques frigorifiques	pièces	50
Moteurs électriques antidéflagrants	milliers de pièces	31,86
Câbles de tension	km	4 240
Conducteurs	milliers de km	10
Câble électrique	milliers de km	14,2
Conducteurs enroulés et émaillés	tonnes	8 274
Textolite de verre coloré	tonnes	525
Pompes submersibles	pièces	5 030
Pompes hermétiques	pièces	2 404
Pompes résiduelles	pièces	1 580
Machines pour le bois	pièces	110
Equipement pour blanchisserie	pièces	306
Chargeurs électriques	pièces	16
Tracteurs	pièces	1 426
Appareils de télévision en couleurs	milliers de pièces	30,5
Congélateurs	milliers de pièces	23,2
Machines à laver	milliers de pièces	18
Lampes domestiques	milliers de pièces	11
Fers à repasser	milliers de pièces	4
Théières électriques	milliers de pièces	5
Tissu de coton	milliers de mètres	13 700
Tissu de soie	milliers de mètres	4 300
Fibre de soie	tonnes	6,5
Cuir artificiel	milliers de m <sup>2</sup>	450
Caoutchouc pour semelles	tonnes	896
Tapis	milliers de m <sup>2</sup>	452
Chaussures en cuir	milliers de paires	676
Articles de bonneterie	milliers de pièces	100
Collants, bas, mi-bas, et autres articles similaires	milliers de paires	81
Vêtements de confection	milliers de lei	264
Articles en cuir	milliers de lei	140,8
Vêtements de fourrure	milliers de lei	308
Meubles	milliers de lei	3 190
Médicaments	milliers de lei	20,0

2. Commerce intérieur des céréales: besoins de l'Etat, réserve stratégique et subvention sur le pain

Chaque année, le gouvernement fixe la quantité de céréales nécessaire pour assurer le bon fonctionnement du système de subventionnement du pain. Cette quantité est également appelée "besoins de l'Etat" et, une fois acquise, constitue la "réserve stratégique".

Le gouvernement réglemente l'achat des céréales vendues par les entreprises agricoles. Jusqu'à la fin de 1995, il fixait le prix d'achat des céréales qui devait être payé par l'exploitant des silos (Céréale), qui avait un monopole de fait pour la collecte, l'entreposage et la mouture du blé. A cette époque, Céréale appartenait entièrement à l'Etat. Le blé était transformé puis vendu à des prix administrés se situant - pour des raisons sociales - en dessous du prix de revient. Afin d'indemniser les producteurs, l'Etat a versé, entre 1993 et 1995, les montants suivants:

Tableau 7

Dépenses publiques liées à la subvention sur le pain

Année	1993	1994	1995
Montant (milliers de lei)	9 101	3 012	4 515

Depuis 1996, un nouveau système a été mis en place. Le groupement Céréale a été partiellement privatisé et subdivisé en plusieurs entreprises régionales. Le gouvernement fait une recommandation concernant le prix qui devrait être payé par les exploitants régionaux de silos membres de Céréale et s'efforce de répondre aux besoins de l'Etat en s'approvisionnant en blé auprès des entreprises agricoles endettées auprès de l'Etat ou du Fonds social. Tenues de fournir le blé demandé, ces entreprises sont payées pour moitié en espèces et pour moitié par une remise de dette. Le prix ainsi payé en 1996 concorde à peu près avec les prix pratiqués sur le marché mondial, soit 500 à 1 200 lei (109 à 263 dollars EU) par tonne selon la qualité.

Le blé destiné à la production de pain subventionné est acheté par le groupement d'exploitants régionaux de silos (Céréale), aujourd'hui partiellement privatisé. Céréale ne paie que la part en espèces du prix total fixé par le gouvernement. Les autres étapes de la production bénéficient donc d'une subvention égale à 50 pour cent du prix des intrants, financée par la dette des entreprises agricoles envers l'Etat. Le coût total de ce programme devrait être de 120 millions de lei en 1996. En 1995, 110 000 tonnes de blé ont été achetées pour satisfaire les besoins de l'Etat.

Comme la récolte de blé de 1996 sera probablement mauvaise, le gouvernement a imposé un embargo temporaire sur les exportations de blé afin d'éviter la pénurie sur le marché intérieur. Cet embargo devrait être levé en 1997.

3. Subventions à l'agriculture: WT/ACC/4

L'agriculture moldave est en cours de restructuration, ce qui implique de profonds changements en matière de régime foncier et d'interventions de l'Etat. C'est pourquoi les renseignements sur les subventions versées par le passé concernent uniquement l'année 1995 et des estimations ont été fournies pour 1996.

Parmi les chiffres présentés au tableau 8, certains sont largement inférieurs aux prévisions données dans la Loi de finance de 1995. En effet, les recettes de l'Etat ayant baissé, les dépenses prévues ont dû être réduites.

Tableau 8

Soutien aux entreprises agricoles en 1995

Mesure	Unité monétaire	Somme
Soutien aux dépenses d'investissement	lei	18 465 000
Subvention à l'élevage	lei	1 100 000
Soutien à la culture d'arbres fruitiers	lei	6 434 000
Amélioration de la viticulture	lei	1 987 000
Exemption de la taxe routière	lei	n.d.
Exemption de la taxe foncière	lei	n.d.
Total	lei	27 987 000

Notes explicatives

i) Soutien aux dépenses d'investissement

Ce fonds finance les investissements des entreprises agricoles d'Etat. Budget du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

ii) Subvention à l'élevage

Fonds extrabudgétaire pour l'élevage, destiné aux entreprises agricoles d'Etat. Pour plus de précisions, voir l'annexe 13 de la Loi de finance de 1995 ci-jointe.

iii) Soutien à la culture d'arbres fruitiers

Fonds destinés à l'achat d'arbres fruitiers, accessibles à tous les exploitants agricoles.

iv) Amélioration de la viticulture

Versements de soutien offerts à tous les viticulteurs (tailles, nouveaux fils métalliques, nouveaux plants, nouvelles technologies, etc.). Pour la répartition, voir l'annexe 14 de la Loi de finance de 1995 ci-jointe.

v) Exemption de la taxe routière et de la taxe foncière

En 1994, toutes les entreprises agricoles étaient exemptées de la taxe routière et de la taxe foncière. Le manque à gagner n'est pas connu.

Les chiffres présentés au tableau 9 sont des estimations tirées de la Loi de finance de 1996. De même qu'en 1995, les recettes de l'Etat en 1996 pourraient être largement inférieures aux prévisions et il sera peut-être nécessaire de réduire considérablement les dépenses.

Tableau 9

Mesures globales du soutien totales (MGS totales), estimées pour 1996

Mesure	Critère d'exemption	Unité monétaire	Montant prévu pour 1996
Conservation des sols	Article 6.2	lei	(5 000 000)
Amélioration de la viticulture	Article 6.2	lei	(10 000 000)
Amélioration de la culture d'arbres fruitiers	Article 6.2	lei	(7 000 000)
Versements de soutien aux exploitants agricoles	Article 6.2	lei	(4 000 000)
Subvention à l'élevage	-	lei	8 000 000
Subvention à la production laitière	-	lei	n.d.
Total MGS	-	lei	34 000 000

Notes:

## i) Conservation des sols

Mesures globales de conservation des sols visant tous les exploitants agricoles dans les zones concernées.

## ii) Amélioration de la viticulture

Versements de soutien offerts à tous les viticulteurs (tailles, nouveaux fils métalliques, nouveaux plants, nouvelles technologies, etc.).

## iii) Amélioration de la culture d'arbres fruitiers

Fonds destinés à l'achat de jeunes plants d'arbres fruitiers, accessibles à tous les exploitants agricoles.

## iv) Versements de soutien aux exploitants agricoles

Versements de soutien destinés à tous les exploitants agricoles se trouvant dans des difficultés financières; versés indépendamment de la production.

## v) Subvention à l'élevage

Ligne du budget visant à financer une prime de 14 lei par insémination artificielle, offerte à tous les exploitants agricoles.

## vi) Subvention à la production laitière

Versements de soutien visant à encourager la production laitière, offerts à tous les exploitants agricoles. L'Etat verse 0,20 lei par litre produit. Le volume escompté s'élève à 200 millions de litres.



4. Le secteur de l'énergie

Dans les années à venir, le secteur de l'énergie sera restructuré en profondeur avec l'aide d'importants organismes d'aide internationaux. La présente section se bornera donc à décrire dans les grandes lignes la situation actuelle de ce secteur.

Aujourd'hui, il existe cinq fournisseurs d'énergie:

- i) L'entreprise d'Etat Moldovagas, qui possède, avec Moldovatrangaz et Tiraspoltangaz, 50 pour cent des parts moldaves de la coentreprise de transport "Aprogaztranzit", nouvellement créée (Gazprom détient les autres 50 pour cent). Sa filiale de distribution achète du gaz importé par Moldovatrangaz pour le distribuer et le revendre sur la rive droite de la Moldova;
- ii) Tirex-Petrol S.A., qui importe, transporte, entrepose et revend au détail des produits pétroliers et du charbon;
- iii) Moldenergo, qui produit, transporte et distribue l'électricité sur les deux rives du fleuve Nistru;
- iv) Termocomenergo, qui produit de la chaleur et la vend au détail dans tout le pays;
- v) Thermocom, qui, au travers de son réseau d'entreprises municipales productrices de chaleur, est le premier vendeur au détail de chaleur dans la région de Chisinau et exploite des centrales produisant uniquement de la chaleur.

Toutes ces entités sont issues des subdivisions régionales des grandes entreprises de l'ère soviétique. Thermocom, Moldenergo et Moldovagas sont des monopoles; la part de marché de Tirex-Petrol est de 20 pour cent et celle de Termocomenergo de 40 pour cent.

Les tarifs de l'électricité, du gaz naturel et du chauffage à distance sont en principe réglementés sur la base du coût des services. Les prix des produits pétroliers et du charbon sont libres dans le secteur privé et sont fixés selon la méthode du coût majoré pour les sociétés d'Etat. Les tarifs sont fixés par le Ministère de l'économie en consultation avec le Ministère des finances. Par le passé, les recettes ne couvraient pas les coûts.

5. Balance des paiements mise à jour pour 1995

Tableau 10

Balance des paiements de la République de Moldova

(Millions de dollars EU)

	1994			1995		
	Total	Pays non membre de la CEI	Pays membre de la CEI	Total	Pays non membre de la CEI	Pays membre de la CEI
COMPTE COURANT	-82,03	-11,98	-70,06	-94,72	18,17	-112,89
Balance commerciale	-53,90	-10,61	-43,29	-32,42	3,25	-35,67
Exportations f.a.b.	618,48	212,98	405,50	740,64	272,51	468,13
- troc	n.d.	n.d.	n.d.	188,38	42,37	146,01
Importations f.a.b.	-672,37	-223,59	-448,79	-773,06	-269,02	-503,80
- céréales (f.a.b.)	-21,51	-16,93	-4,59	-12,86	-12,86	
- ressources énergétiques	-304,25	-20,45	-283,80	-293,29	-10,61	-282,68
- troc	n.d.	n.d.	n.d.	-137,03	-35,54	-101,49
Balance des services	-46,15	-19,80	-26,35	-81,33	-10,53	-70,80
Transports	-51,00	-17,31	-33,69	-94,61	-22,01	-72,59
Transit du gaz	10,22		10,22			
Voyages	-2,80	-2,58	-0,22	0,53	-2,53	3,06
Assurances	0,27	-0,19	-0,09	-0,32	-0,27	-0,05
Autres services	-2,31	0,28	-2,59	13,06	14,28	-1,22
Transferts (total) en provenance:	-15,32	-13,01	-2,30	-20,50	-15,13	-5,37
- de ressortissants établis à l'étranger	-9,52	-9,52		-9,52	-9,52	
- d'investissements directs				-0,07	-0,05	-0,02
- d'investissements de portefeuille	0,93	0,93		-10,91	-5,55	-5,36
- d'autres investissements (%)	-6,72	-4,42	-2,30			
Transferts courants	33,33	31,44	1,89	39,53	40,58	-1,05
COMPTE DE CAPITAL ET COMPTE FINANCIER	228,92	122,42	106,49	97,63	71,67	25,69
Compte de capital				-0,38	-0,35	-0,03
Transferts de capital	-0,97	-0,97		-0,38	-0,35	-0,03
Compte financier	229,89	123,40	106,49	97,74	72,01	25,72
Investissements directs	11,57	11,45	0,12	63,69	21,76	41,94
Investissements de portefeuille	0,31	0,46	-0,16	-0,33	-0,20	-0,12
Autres investissements	218,02	111,49	106,53	34,37	50,46	-16,09
Avoirs	-81,69	-44,10	-37,59	-120,95	-51,72	-69,22
Crédits commerciaux	-65,83	-37,69	-28,14	-136,96	-56,26	-80,70
publics	-0,28	-0,28		-1,55	-1,55	
à court terme	-0,28	-0,28		-1,55	-1,55	
autres secteurs	-65,55	-37,41	-28,14	-135,41	-54,72	-80,70
à court terme	-65,55	-37,41	-28,14	-106,15	-54,72	-51,43

	1994			1995		
	Total	Pays non membre de la CEI	Pays membre de la CEI	Total	Pays non membre de la CEI	Pays membre de la CEI
Prêts (crédits)	9,24		9,24	9,64	0,07	9,57
secteur public	9,48		9,48	9,48		9,48
à long terme	9,48		9,48	9,48		9,48
à court terme						
secteur bancaire	-0,21		-0,21	0,12	0,07	0,05
à court terme	-0,21		-0,21	0,07	0,07	
à long terme				0,05		0,05
autres secteurs	-0,03		-0,03	0,04		0,04
à court terme	-0,03		-0,03	0,04		0,04
Devises et dépôts	-11,32	-3,90	-7,42	8,90	8,67	0,23
Organisations financières	-1,33	0,06	-1,39	2,86	0,02	2,84
Secteur bancaire	-9,88	-3,93	-5,96	-13,22	-15,79	2,57
Autres secteurs	-0,10	-0,03	-0,07	19,27	24,44	-5,18
Autres avoirs	-13,79	-2,52	-11,28	-2,53	-4,20	1,67
publics	-13,31	-2,04	-11,28	-1,88	-3,55	1,67
autres secteurs	-0,48	-0,48		-0,65	-0,65	
Engagements	299,71	155,58	144,12	155,31	102,18	53,13
Crédits commerciaux	123,18	-2,10	125,28	47,16	3,64	43,46
publics	-3,61	-3,61		0,53	0,53	
à court terme	-3,61	-3,61		0,53	0,53	
banques commerciales				0,76	0,76	
à court terme				0,76	0,76	
autres secteurs	126,79	1,51	125,28	46,50	3,04	43,46
à court terme	126,79	1,51	125,28	46,50	3,04	43,46
Prêts (crédits)	151,72	157,96	-6,24	65,93	88,87	-22,94
publics	151,72	157,96	-6,24	55,00	77,68	-22,68
à long terme	151,72	157,96	-6,50	55,00	77,68	-22,68
à court terme	0,34		0,26			
système bancaire	0,20		0,20	6,32	6,52	-0,20
à court terme	0,20		0,20		0,20	-0,20
à long terme				6,32	6,32	
autres secteurs	0,06		0,06	4,60	4,66	-0,06
à court terme	0,06		0,06	0,16	0,22	-0,06
à long terme				4,44	4,44	0,00
Devises et dépôts	2,17	-0,08	2,25	7,60	9,12	-1,52
Organisations financières	3,12	-0,15	3,27	2,17	3,36	-1,19
Système bancaire	-0,95	0,08	-1,03	5,43	5,76	-0,33
Autres secteurs						
Autres dettes	22,63	-0,20	22,83	34,69	0,55	34,14
publiques	17,54	0,17	17,37	20,99	0,35	20,64
à court terme	17,54	0,17	17,37	20,99	0,35	20,64

	1994			1995		
	Total	Pays non membre de la CEI	Pays membre de la CEI	Total	Pays non membre de la CEI	Pays membre de la CEI
banques commerciales				0,20	0,20	
à court terme				0,20	0,20	
autres secteurs	5,09	-0,37	5,46	13,49		13,49
à long terme						
à court terme	5,09	-0,37	5,46	13,49		13,49
BALANCE DE BASE	146,88	110,45	36,44	2,64	89,84	-87,20
Erreurs et omissions	-114,06	-77,62	-36,44	10,11	-70,92	81,03
BALANCE GLOBALE	32,82	32,82		12,75	12,75	
FINANCEMENT	-32,82	-32,82		-12,75	-12,75	
crédit DTS	71,29	71,29		64,67	64,67	
Ajustement des réserves	-104,12	-104,12		-77,42	-77,42	
Taux de change moyen lei/dollar EU				4,53		